

**Collectif associatif, intersyndical et politique :**  
**UNION GERSOISE**  
**POUR LE RETRAIT DE LA LOI IMMIGRATION**

La loi sur l'immigration vient d'être adoptée au Parlement, grâce aux voix de la Droite et de l'Extrême droite. Son contenu reprend les principales propositions du Rassemblement National et remet en cause nos principes républicains, comme l'illustrent notamment ces mesures :

- le principe de préférence nationale est appliqué et conduira à exclure les étrangers de l'accès aux allocations familiales et aux allocations logement ;
- le droit du sol est remis en cause et l'acquisition de la nationalité française ne sera plus automatique pour les enfants nés en France mais dont les parents sont étrangers ;
- les étudiants étrangers devraient fournir une caution pour avoir accès à un titre de séjour
- une réforme de l'Aide Médicale d'État est annoncée.

Cette loi et les débats qui l'entourent depuis 6 mois représentent une violence contre toutes celles et ceux qui sont étrangers ou d'origine étrangère. C'est par conséquent un amalgame dangereux puisqu'elle repose sur un énorme mensonge : non, l'immigration n'est pas responsable de l'insécurité!

À la dernière élection présidentielle, des millions de voix se sont reportées sur Emmanuel Macron au second tour pour faire barrage à Marine Le Pen. « *Ce vote m'oblige* », avait assuré le président élu. La loi immigration, véritable marchepied à l'idéologie nationaliste de l'extrême droite, est une trahison de cet engagement solennel pris devant les Français.

Soutenu par le RN, ce texte, adopté sans réel débat au Parlement, fracture le camp présidentiel mais, surtout, les fondements de notre République. En instillant le poison xénophobe de la préférence nationale, en remettant en cause le droit du sol, il bafoue les principes d'égalité et de non-discrimination, socle de notre démocratie fraternelle.

Cette loi de haine et de division fait peser une lourde menace sur le sort de nos semblables, étrangers ou immigrés, donc sur la cohésion de notre société. Elle ouvre la voie au pire. Rappelons que la France est le premier pays au monde à intégrer le droit d'asile dans sa Constitution, dès 1793.

Pour un accueil digne pour toutes et tous. Il est urgent de s'attaquer aux causes des migrations forcées et d'organiser un accueil respectueux de la dignité humaine de tous et toutes.

Face à ce danger, soucieux du vivre-ensemble, nous appelons le chef de l'État à se ressaisir. Ne promulgez pas ce texte de tous les dangers !

Signataires de l'union gersoise pour le retrait de la loi immigration :

**Les associations gersoises :** Collectifs migrants : ASAR (Auch Solidarité Accueil Réfugié.e.s), ASH (Accueil Solidarité Humanisme), Hydragon, MAGD (Migrants aujourd'hui, Gersois demain), MTA (Masseube Terre d'Accueil), SoMiLo (Solidarité Migrants en Lomagne), SMPG (Solidarité Migrant.e.s Portes de Gascogne), Solidarité Pavie. Autres associations/collectifs : Les Francas, LDH (Ligue des Droits de l'Homme), ODED 32 (Observatoire Départemental des Extrêmes Droites), RESF 32 (Réseau Éducation Sans Frontières),

**Les syndicats gersois :** La CGT, FSU, Solidaires, UNSA,

**Les partis politiques gersois :** Génération Ecologie – Gers, Les Ecologistes, LFI, NPA Officiel, PS, PCF, POI,